












Etude de préfiguration pour la création d'un syndicat unique sur le bassin de la Tille

Phase 2 : Approfondissements des 3 scénarios envisagés

0. Les principaux éléments de l'état des lieux

- Synthèse de l'état des lieux
- Synthèse des réponses du questionnaire

R Synthèse de l'état des lieux

Etat des lieux	SITIV	SITNA	Constat
Bassin Versant	Bassin versant de la Tille		
Compétences (article l211-7 du code de l'environnement)	Compétente pour les items : 1,2,7,8,11 et 12	Compétente pour les items : 1,2,7,8,11 et 12	
Mode gestion	Régie	Régie	
Recettes réelles de fonctionnement en hab (moyenne 2019-2023)*	10,46 €	1,60 €	
Dépenses réelles de fonctionnement en hab (moyenne 2019-2023)	11,83 €	1,73 €	
Contributions des membres en hab (moyenne 2019-2023)	3,86 €	1,05 €	
Situation financière : Epargne nette 2019-2023	Epargne nette moyenne 2019-2023 de - 29 k€	Epargne nette moyenne De 2019-2023 de - 28 k€	
Résultat global de clôture 2023 (rapporté au DRF en nb de mois)	95 483 € soit 4,8 de DRF	88 541 €, soit 4,7 mois de DRF	
Mode de calcul des contributions des EPCI Membres	4 critères cumulatifs : (population, BV, Pot fiscal, Linéaire de Berges pondéré	1 critère unique: Population de chaque EPCI sur le périmètre d'intervention du syndicat	
Moyens humains	Personnel partagé		
Gouvernance	1 délégué par commune concerné	Proportionnel à la population de chaque EPCI sur le périmètre d'intervention du syndicat	

*Population moyenne prise en compte : 19 000 habitants pour le SITIV et 75 000 habitants pour le SITNA

R Synthèse de l'état des lieux

Le fonctionnement actuel des syndicats est marqué par :

- **De nombreux points de convergence :**
 - Bassin versant
 - Personnel mutualisé, impliqué et autonome
 - Situation financière équivalente : absence d'autofinancement, faible endettement
 - Volumes de contributions des membres sensiblement équivalentes bien qu'en accroissement sur le SITNA
 - Des résultats excédentaires à fin 2023 dans des proportions équivalentes
 - Absence de PPI de part et d'autre
 - Programme d'investissement connu à date dans les mêmes ordres de grandeur
 - Difficultés à impliquer les élus dans la vie du syndicat (quorum)
 - Gouvernance recentrée autour des Présidents et quelques VP
 - Modalités de communication avec les communes à structurer (remontées des besoins terrain, information descendante)
- **Mais des différences importantes qui constituent de véritables freins à une évolution conjointe :**
 - Gouvernance et représentation des membres
 - Critères de contributions financières non homogènes

R Synthèse des réponses du questionnaire

Situation actuelle des syndicats

SITIV

- Une majorité de répondants satisfaits voire très satisfaits du fonctionnement du syndicat (85%), pas d'insatisfaction exprimée
- Les moyens humains sont jugés suffisants (85%)
- Les relations entre syndicat et membres sont jugées satisfaisantes voire très satisfaisantes (90%)
- Le mode de calcul des contributions s'il satisfait majoritairement les répondants, connaît néanmoins le taux d'insatisfaction le plus élevé (25%)
 - Points + : « la proximité, la bonne gestion, la réactivité »
 - Points - : « Aucun, Quorum, relations propriétaires, attribution des aides par les partenaires financiers »
 - Actions permettant l'amélioration du syndicat : recrutement, hausse du budget

SITNA

- La moitié des répondants est satisfaite du fonctionnement actuel du syndicat mais 1 réponse exprimée (17%) précise être insatisfait.
- Seule la moitié des répondants considère les moyens humains suffisants, l'appréciation sur le niveau rendu de service public est analogue
- Seule la moitié des répondants considère que les relations EPCI-syndicats sont bonnes. L'autre moitié les considère comme moyenne, passable voire mauvaise.
- Le mode de calcul des contributions est jugé satisfaisant par la moitié et ne satisfait pas 1 des répondants

Points + : « bonne relations agents/élus, entre élus, proximité »

Points - : « quorum, manque de moyens humains/syndicat plus à la hauteur des enjeux »

Actions permettant l'amélioration du syndicat : « plus de concertation, revoir la représentativité, réduire les procédures administratives, fusionner avec le SITIV »

R Synthèse des réponses du questionnaire

Perception de l'impact d'une fusion

SITIV

- 40% des répondants soutiendraient le projet
- 20% ne le soutiendraient pas
- 35% font confiance au projet mais 45% des répondants attendent de voir les conditions (ça dépend)/ 20% ne font plutôt pas confiance au projet

Intérêts de la fusion :

- Mutualisation de moyens
- Gestion cohérente du bassin versant
- Amélioration technique : meilleure protection des berges et écoulement de l'eau

Craintes liées à la fusion :

- Perte de proximité
- Trop de représentants
- Perte d'autonomie
- Perte de niveau de service (niveau d'entretien)

SITNA

- 1/3 des répondants soutiendraient le projet – seul 1 répondant ne le soutiendrait pas (17%)
- La moitié fait plutôt confiance au projet, 1 répondant pas du tout et 1/3 attend de voir les conditions (ça dépend)

Intérêts de la fusion :

- Vision et gestion cohérente au niveau du bassin de la Tille et développement d'une solidarité territoriale
- Mutualisation des moyens et des savoirs
- Amélioration des capacités d'intervention

Craintes liées à la fusion :

- Méfiance des grandes structures avec une perte de proximité
- Représentativité

1. Rappel des scenarios présentés lors de l'état des lieux

R Enjeux d'évolution

Les scénarios envisagés

Il s'agit de procéder à l'approfondissement juridique, organisationnel et financier des trois scénarios lors des réunions de travail :

S1 Procédure
dissolution/adhésion :
le SITIV « adhère » au
SITNA.

S2 Procédure
dissolution/adhésion :
Le SITNA « adhère » le
SITIV

S3 : Fusion des 2
syndicats avec la création
d'une nouvelle personne
morale

En l'espèce, pour les deux premiers scénarios, la procédure d'adhésion d'un syndicat à un autre relève du régime dérogatoire (cf article L5711-4 du CGCT présenté à la page 11 du présent rapport).

Dans le cas des deux premiers scénarios, l'un des deux syndicats restera en place, alors que dans un scénario de fusion, une nouvelle entité sera créée, entraînant la disparition des deux syndicats préexistants.

Pour chaque scénario, la problématique de la représentation de la Métropole de Dijon dans les organes délibérants a été plus particulièrement approfondie.

En outre, une note juridique a été rédigée et sera envoyée en sus du présent rapport.

2. Présentation des procédures juridiques

- 2.1 : La procédure d'adhésion/dissolution
 - Cadre réglementaire
 - Proposition de calendrier opérationnel
 - Impact de la représentation de la Métropole de Dijon
 - Avantages et inconvénients
- 2.2 : La procédure de fusion
 - Cadre réglementaire
 - Proposition de calendrier opérationnel
 - Impact de la représentation de la Métropole de Dijon
 - Les conséquences d'une fusion de syndicat
 - Avantages et inconvénients

2.1 Présentation de la procédure d'adhésion/dissolution

R/ Cadre réglementaire

Rappel de la procédure d'adhésion/dissolution

Article L-5711-4 du CGCT : En matière de gestion de l'eau et des cours d'eau, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés, ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel ou de réseaux et services locaux de communications électroniques, un syndicat mixte relevant du présent titre peut adhérer à un autre syndicat mixte défini au présent titre ou institué en application de l'article [L. 5721-2](#), suivant la procédure définie à l'article [L. 5211-18](#). L'adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte est **sans incidence sur les règles qui régissent ce dernier**. **Lorsque le syndicat mixte qui adhère à un autre syndicat mixte lui transfère la totalité des compétences qu'il exerce, l'adhésion entraîne sa dissolution :**

Les membres du syndicat mixte dissous **deviennent de plein droit membres du syndicat mixte qui subsiste**.
Sauf disposition statutaire contraire, il leur est attribué au sein du comité syndical **un nombre de sièges identique à celui dont disposait le syndicat mixte dissous**.

L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat mixte dissous **sont transférés au syndicat mixte auquel il adhère**. Celui-ci est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, au syndicat mixte dissous dans toutes ses délibérations et tous ses actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures **jusqu'à leur échéance**, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat mixte qui subsiste.
La substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Les transferts de compétences s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales **prévues au quatrième et cinquième alinéa de l'article L. 5211-17**

L'ensemble des personnels du syndicat mixte dissous **est réputé relever du syndicat mixte auquel il adhère dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes**.

Ce qu'il faut retenir :

Dans le cadre d'une dissolution d'un syndicat mixte fermé, cette procédure dérogatoire permet **une simplification de la procédure** par rapport au droit commun. En effet, ce processus dérogatoire via l'article L5711-4 du CGCT permet :

- D'éviter un retour des biens (et des excédents de résultat), droits et obligations aux EPCI membres (process long et complexe).
- D'assurer un « transfert » automatique du personnel **dans les conditions de statut et d'emploi effectives avant la dissolution du syndicat**

Pendant, en amont de la procédure, il est nécessaire de se rapprocher des services de l'Etat pour valider ce processus.

Ry Cadre réglementaire

Rappel de la procédure d'adhésion/dissolution

En l'espèce, compte tenu des compétences respectives du SITIV et du SITNA, qui se rapportent directement à la gestion des cours d'eau au sens de cet article, **le recours à une procédure d'adhésion dissolution est envisageable.**

Dans la mesure où, visiblement, aucune procédure d'adhésion spécifique à un autre syndicat ne figure dans les statuts du SITIV ou du SITNA, il conviendra de consulter les membres **du syndicat 2** à la majorité qualifiée, préalablement à la décision du comité **du syndicat 2** acceptant **son adhésion au syndicat 1**.

Attention, toutefois :

- A bien prévoir en amont **l'étude d'incidences prévue par l'article L. 5211-39-2 CGCT**, que la plupart des services de l'Etat exigent en cas d'extension de périmètre de syndicats mixtes (alors même que ces derniers ne sont pas expressément visés par cet article).
- A bien anticiper, en amont, toujours avec les services de l'Etat, la **question de la consultation de la CDCI** au sens de l'article L. 5211-45 CGCT, puisqu'il y aurait **une modification de périmètre d'un syndicat mixte** (*sur cette question aussi, l'interprétation des services de l'Etat peut varier et ce point est important pour l'année 2025, puisque les réunions des CDCI vont parfois être réduites du fait des échéances électorales de 2026*).

La procédure applicable est celle de l'article L.5211-18, qui régit les extensions de périmètre. Il est possible d'y intégrer, par souci de simplification, des éléments financiers et patrimoniaux permettant de faciliter le processus de dissolution du syndicat amené à disparaître.

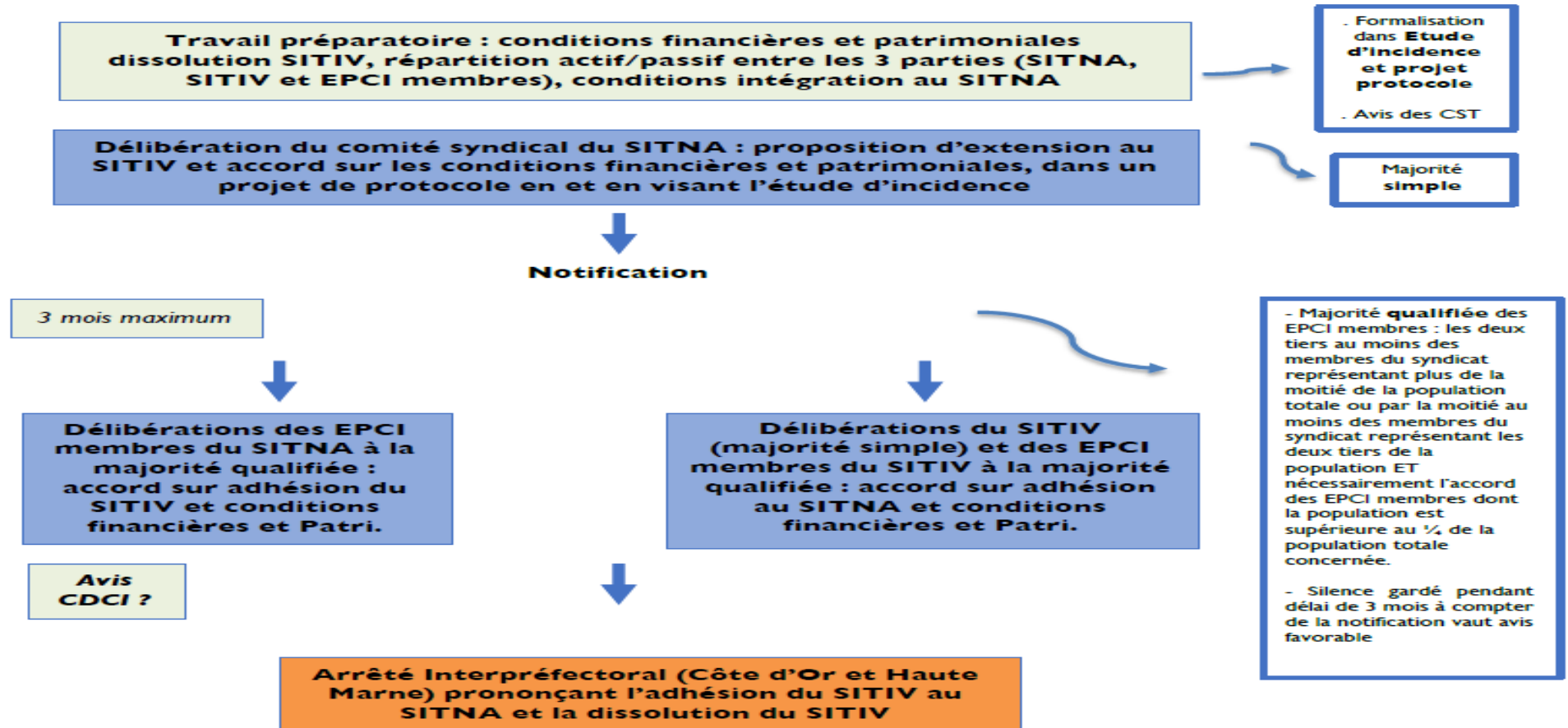
Ces éléments pourront figurer dans l'étude d'incidence et faire l'objet de délibérations concordantes, ce qui permettrait en 1er lieu de répondre aux exigences de l'article L.5211-39-2 précité et, en second lieu, de faire état, en amont de la procédure, d'un accord politique global sur les conditions financières et patrimoniales d'adhésion d'un syndicat à l'autre et de retrait des membres du syndicat dissous.

R/ Procédure d'adhésion

S1 : Adhésion du SITIV au SITNA

I. Les scénarios d'Adhésion-Dissolution

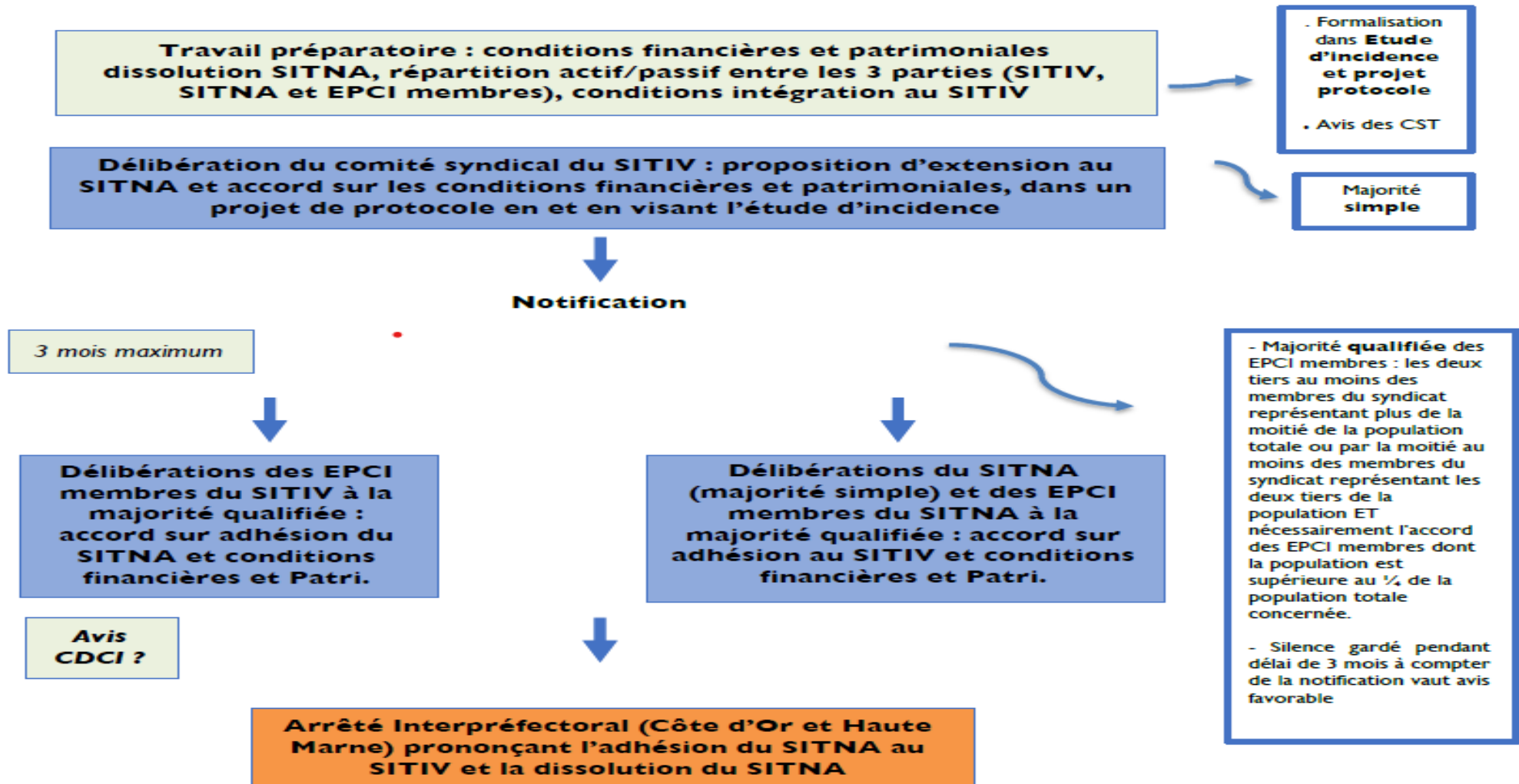
I.1 Scénario I : adhésion du SITIV au SITNA



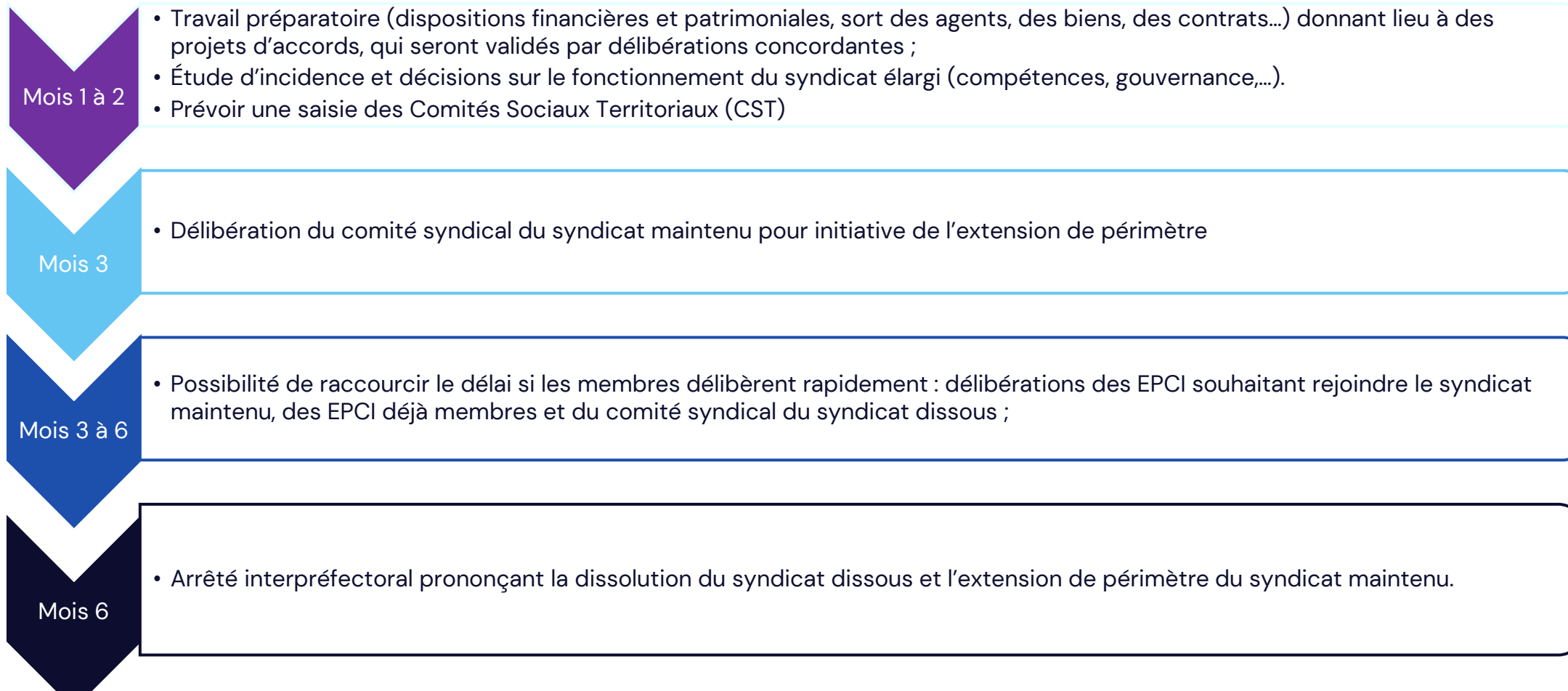
R/ Procédure d'adhésion

S2 : Adhésion du SITNA au SITIV

I.2 Scénario 2 : adhésion du SITNA au SITIV



R Proposition de calendrier opérationnel pour les 2 scénarios d'adhésion/dissolution



Rappel :

Il conviendra de s'assurer de la validation préalable des services de l'Etat sur l'ensemble des étapes de la procédure et en particulier sur la nécessité d'un avis de la CDCI (et en conséquence sur le calendrier prévisionnel) ;

R/ Procédure d'adhésion

L'impact de la représentation de la Métropole de Dijon

La question posée est de savoir quelles seraient les règles de représentation de la Métropole en nombre des sièges dans l'un des deux scénarios d'adhésion-dissolution.

Pour rappel, la **fixation du nombre de délégués et leur répartition sont régies pour les syndicats mixtes fermés** et par renvoi de l'article L.5711-1 du CGCT, **par les dispositions de l'article L.5212-7 du même code**. Il résulte de ces dernières que le nombre de délégués par commune (ou donc, s'agissant de syndicats mixtes, d'EPCI) **est fixé à 2**, mais qu'il est tout à fait possible de déroger à cette règle, la décision institutive pouvant établir d'autres règles de représentation, au regard de la relative liberté d'organisation propre aux syndicats mixtes (L.5212-7-1), de même qu'une révision statutaire.

- La règle qui s'applique aux EPCI à fiscalité propre, selon laquelle aucun membre ne peut, à lui seul, **disposer de plus de la moitié des sièges, n'est pas expressément applicable aux syndicats intercommunaux et aux syndicats mixtes fermés**
=> Par conséquent, aucune disposition législative ou réglementaire n'empêche, dans les syndicats mixtes (et contrairement aux EPCI à fiscalité propre), qu'un membre est statutairement un nombre de délégués supérieur à la moitié des sièges.
- Néanmoins, s'agissant des Métropoles, l'article L.5217-7 V dispose que : *Lorsque la métropole **est substituée à des communes au sein d'un syndicat de communes** ou d'un syndicat mixte pour l'exercice d'une compétence, le nombre de sièges des représentants de la métropole est proportionnel à la part relative de la population des communes auxquelles la métropole est substituée, sans pouvoir excéder la moitié du nombre total de sièges ».*
- Enfin, lors des procédures d'adhésion-dissolution, selon les dispositions de l'article L.5711-4, les membres du syndicat mixte dissous **deviennent de plein droit membres du syndicat mixte qui subsiste et, sauf disposition statutaire contraire**, il leur est attribué au sein du comité syndical du syndicat « accueillant » un nombre de sièges identique à celui dont disposait le syndicat mixte dissous.

R/ Procédure d'adhésion

L'impact de la représentation de la Métropole de Dijon

En l'espèce, sauf information dont nous n'aurions pas été destinataire, il semble que la règle statutaire de répartition des sièges dans les deux syndicats est actuellement la suivante :

- SITIV : un siège par commune (avec une représentation-substitution des EPCI membres) ;
- SITNA : **représentation de chaque membre EPCI** proportionnelle à la population avec une application déjà mise en œuvre de l'article L.5217-7 V précité (assurant 10 sièges sur 21 à la métropole de Dijon).

Par conséquent :

- **En cas d'adhésion du SITNA au SITIV** : selon la règle de l'article L.5711-4 qui s'applique par défaut, les membres du SITNA, dont la métropole de Dijon, pourraient conserver le même nombre de sièges que celui dont ils disposent au SITNA actuellement. **Néanmoins, si l'on considère que les statuts actuels du SITIV comporte une disposition « contraire » au sens du même article, puisque le nombre de sièges est fixé à 1 par commune, ce sont les statuts du SITIV qui devront s'appliquer. C'est cette interprétation qui, selon nous, devrait être privilégiée.**
Par ailleurs, étant donné que le mécanisme de représentation-substitution des communes par les EPCI est toujours en vigueur au sein du SITIV, la question de l'application de l'article L.5217-7 V précité se posera et aurait pour effet de redéfinir les règles de répartition des sièges (à la hausse ou la baisse pour chacun des membres).
- **En cas d'adhésion du SITIV au SITNA** : la règle du maintien des sièges pourrait également s'appliquer. **Cependant, il faut avoir à l'esprit qu'à partir du moment où les statuts du SITNA sont déjà organisés en appliquant expressément les dispositions de l'article L.5217-7 V précité et en prenant en compte que le critère de la population** (ce qui est **donc une disposition statutaire « contraire »**), une redéfinition des règles de répartition des sièges pourrait être imposée, du fait de l'arrivée des membres du SITIV (à la hausse ou à la baisse pour chacun des membres). **C'est cette interprétation qui, selon nous, devrait être privilégiée.**

=> Certes, dans l'une ou l'autre des deux hypothèses décrites ci-dessus, la règle de plafonnement des sièges à la moitié du nombre total s'appliquera pour la Métropole de Dijon.

=> Néanmoins, il ne faut pas totalement exclure qu'en droit, un scénario puisse être mis en œuvre postérieurement à la procédure de dissolution/adhésion.

R/ Procédure d'adhésion

L'impact de la représentation de la Métropole de Dijon

En effet, il pourrait être envisagé, **après la procédure d'adhésion-dissolution qu'une opération de modification du nombre de sièges soit mise en œuvre sur la base de l'article L.5212-7-1 du CGCT qui stipule que** : « *Le nombre des sièges du comité du syndicat, ou leur répartition entre les communes membres, peuvent être modifiés à la demande* :

1° Soit du comité du syndicat ;

2° Soit du conseil municipal d'une commune membre, à l'occasion d'une modification du périmètre ou des compétences du syndicat ou dans le but d'établir une plus juste adéquation entre la représentation des communes au sein du comité et l'importance de leur population.

Toute demande est transmise, sans délai, par l'établissement public à l'ensemble des communes intéressées. A compter de cette transmission, chaque conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité prévues par le présent code pour la répartition des sièges au sein du comité du syndicat de coopération intercommunale intéressé.

La décision de modification est prise par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés ».

⇒ **Le nombre ou la répartition du nombre de sièges du SITIV ou du STINA, selon le scénario adopté, pourront donc être modifiés à l'avenir en cas de majorité qualifiée réunie à cet effet.**

⇒ **De plus, si l'on considère que les dispositions de L.5212-7 V (et donc la règle du plafonnement qui y est mentionnée) ne s'appliquent que lors de la substitution des EPCI aux communes, il ne faut pas totalement écarter, sur le principe, une hypothèse où l'un des membres obtiendrait la majorité des sièges.**

R/ Les avantages et inconvénients des scénarios d'adhésion/dissolution

Avantages

- Processus dérogatoire relativement simple à mettre en œuvre qui :
 - Ne nécessite pas de retour des biens aux EPCI membres du syndicat dissous
- Le personnel est « transféré » dans les conditions analogues à celles effectives avant l'adhésion
- Pas de création de nouvelle personne morale

Inconvénients

- Nécessité d'un accord politique en amont
- Implique par définition le renoncement d'un des deux syndicats à exister ;
- Peu de jurisprudence en vigueur qui nécessite l'accord de l'Etat pour l'application de l'article L5711-4 du CGCT
- Nécessite la révision de statuts du syndicat « accueillant »
- Nécessite l'élaboration d'une étude d'impact
- Risque de majorité absolue pour la métropole de Dijon

2.2 Présentation de la procedure juridique de la fusion

Ry Cadre réglementaire

Rappel de la procédure de fusion de syndicats

Rappel préalable :

Il existe, dans le CGCT, deux procédures de fusion potentiellement applicables aux syndicats mixtes (en l'état actuel de la jurisprudence, cf. en ce sens, *TA Bordeaux 20 juillet 2022, n° 2106356*).

La procédure de l'article L.5212-27 peut être mise en œuvre pour la fusion de syndicats mixtes ouverts ou fermés, tandis que la procédure de l'article L.5711-2 est réservée aux syndicats mixtes fermés.

=> La procédure de l'article L.5212-27 nous semble plus adaptée à votre cas d'espèce, notamment par le fait que dans ce cadre, **l'avis de la CDCI intervient en début de procédure**, ce qui pourrait être un élément important pour l'année 2025.

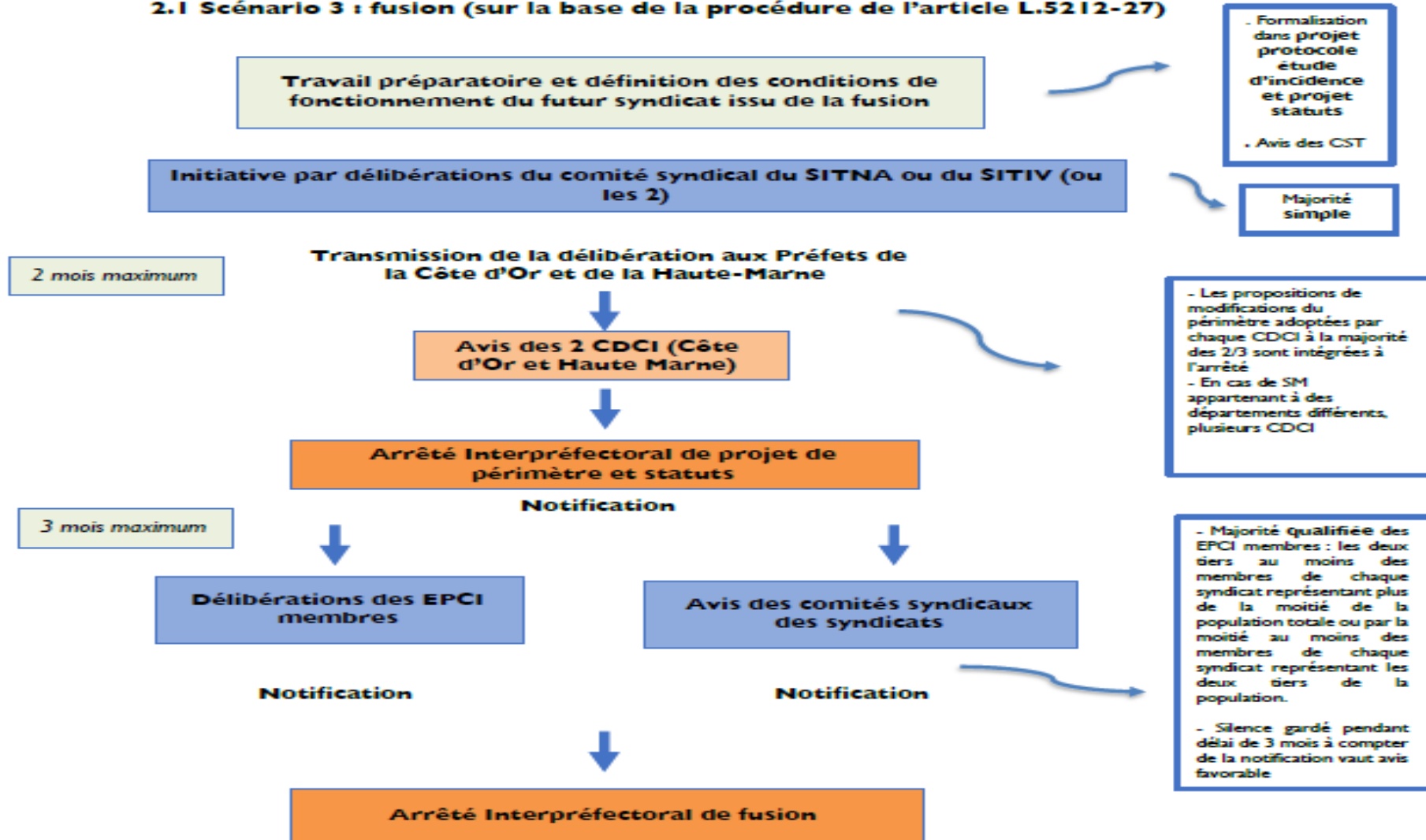
Les éléments à prendre en compte sont plus particulièrement les suivants :

- La spécificité de la procédure de fusion par rapport à celle de l'adhésion-dissolution est de **donner naissance à une nouvelle personne morale** (un nouveau syndicat mixte en l'espèce), **ce qui a des conséquences importantes, notamment en matière de gouvernance**.
- Contrairement aux cas de dissolution, **la fusion ne requiert pas de retour préalable des biens dans le patrimoine des membres**, puisque les biens des anciens syndicats mixtes seront transférés de plein droit au nouveau syndicat mixte créé.
- L'avis de la (ou des) CDCI est ici obligatoirement requis. La CDCI émet un avis avant la formalisation de l'arrêté préfectoral arrêtant le périmètre.

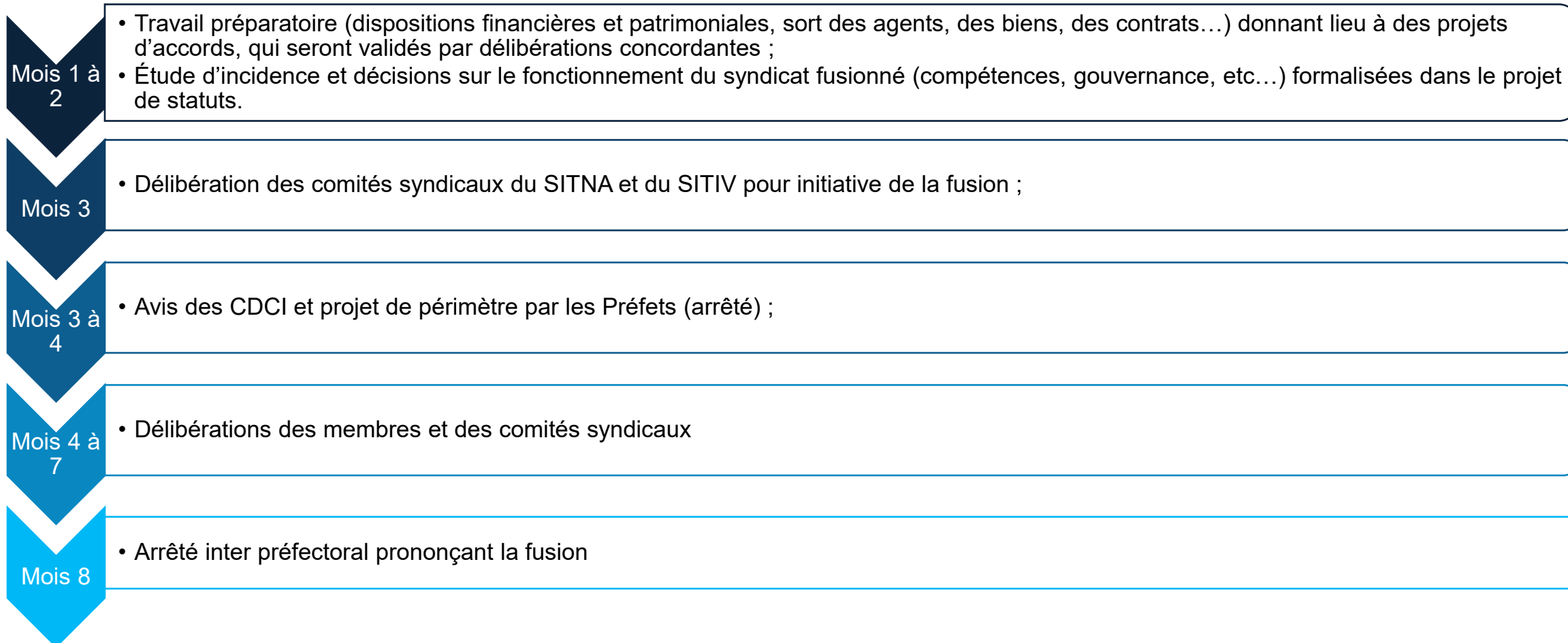
L'article L. 5212-27 n'exige pas formellement, au contraire de la procédure de l'article L. 5211-41-3 CGCT qui régit les fusions de droit commun, un « *rapport explicatif* » et une « *étude d'impact budgétaire et fiscal* ». **Attention, toutefois, certains services de l'Etat semblent estimer qu'il est nécessaire de fournir une étude d'incidences au sens de l'article L. 5211-39-2 CGCT en cas de fusion**

R/ Procédure de fusion de syndicats

2.1 Scénario 3 : fusion (sur la base de la procédure de l'article L.5212-27)



R Proposition de calendrier opérationnel pour les 2 scénarios de fusion des 2 syndicats



Rappel : Il conviendra de s'assurer de la validation préalable des services de l'Etat sur l'ensemble des étapes de la procédure et d'avoir une visibilité sur le calendrier de réunions des CDCI. De plus, il est nécessaire d'avoir l'accord de la préfecture et de la trésorerie sur l'application de la procédure dérogatoire de fusion concernant « le transfert direct » au nouveau syndicat des biens et des résultats des syndicats dissous sans un retour préalable aux membres.

R Procédure de fusion des 2 syndicats

L'impact de la représentation de la Métropole de Dijon

Rappelons que la nouvelle entité juridique issue de la fusion prendra la forme d'un nouveau syndicat mixte fermé, dans la mesure où les deux syndicats préexistants revêtaient cette forme (Article L.5212-27 II).

La lecture des dispositions précitées est explicite : *La fusion entraîne une nouvelle élection des délégués des membres du nouveau syndicat au conseil de ce dernier ».*

La fusion nécessitera donc la recomposition totale de l'organe délibérant de la nouvelle entité, et donc, *de facto*, la réélection du bureau (donc, notamment du Président), sans tenir compte, en droit, du nombre et des répartitions actuelles au sein du SITNA et du SITIV.

Il résulte de ces dispositions que les règles de fixation du nombre de sièges et de leur répartition seront régies, en fait, par les statuts du nouveau syndicat mixte.

Dès lors :

- Le nombre de sièges qui sera attribué à la Métropole de Dijon sera le résultat du rapport de force politique en vigueur et des majorités qui se dégageront lors des discussions préalables sur le projet de statuts ;
- En droit, à partir du moment où les dispositions de l'article L.5217-7 V ne devraient pas à trouver à s'appliquer lors d'une fusion de 2 syndicats mixtes, la règle de plafonnement des sièges devra à priori être écartée.
- En toutes hypothèses, postérieurement à la fusion, le nombre ou la répartition du nombre de sièges pourra toujours être modifié à l'avenir en cas de majorité qualifiée réunie à cet effet.

R Les conséquences d'une fusion de syndicats

Les conséquences de la fusion

Sur le personnel :

L'ensemble des personnels des syndicats mixtes fusionnés est réputé relever **du syndicat mixte issu de la fusion dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.**

Les agents bénéficient d'une protection statutaire – ou contractuelle – dans leur emploi, leur rémunération et leurs avantages au moment de la fusion.

Sur la gouvernance :

La fusion entraîne une nouvelle élection des délégués des membres adhérents au comité du nouveau syndicat mixte.

=> L'ensemble du bureau syndical devra être réélu. Le mandat des délégués en fonction avant la fusion des syndicats.

Jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant, au plus tard le vendredi de la quatrième semaine suivant la fusion, la présidence du syndicat issu de la fusion est, à titre transitoire, assurée par le plus âgé des présidents des syndicats ayant fusionné

Sur la représentativité :

Les pouvoirs de l'assemblée des délégués et du président sont limités aux actes d'administration conservatoire et urgente.

À défaut pour une commune, une intercommunalité ou tout autre membre de l'un des anciens syndicats d'avoir désigné ses délégués, ce membre est représenté, au sein de l'organe délibérant du nouveau syndicat, soit par le maire ou le président si ce membre n'y compte qu'un délégué, soit, dans le cas contraire, par le maire et le premier adjoint, ou le président et un vice-président.

R Les conséquences d'une fusion de syndicats

Les conséquences de la fusion

Sur les statuts :

Les statuts du syndicat mixte sont annexés à l'arrêté de création. Ils constituent la loi des parties et définissent notamment

- l'objet ou les objets du syndicat
- la liste des membres
- la composition du syndicat mixte
- les compétences transférées au syndicat
- la durée pour laquelle est constitué le syndicat
- les modalités de représentation
- la composition du bureau
- les modalités de répartition des dépenses

Sur les compétences :

Les conséquences attachées à la fusion sont les mêmes que celles définies pour les fusions des EPCI à fiscalité propre.

S'agissant des compétences, elles peuvent être exercées par le syndicat mixte issu de la fusion ou restituées aux membres du syndicat mixte.

Lorsque la fusion entraîne **le transfert de compétences, ces transferts s'effectuent dans les conditions patrimoniales et financières de droit commun.**

Sur les contrats :

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat mixte issu de la fusion

La substitution de personne morale aux contrats conclus par les syndicats mixtes d'origine n'entraîne aucun droit à la résiliation ou indemnisation pour le cocontractant

R Les conséquences d'une fusion de syndicats

Les conséquences patrimoniales d'une fusion de syndicat

L'ensemble des biens, droits et obligations des syndicats fusionnés **sont transférés au syndicat issu de la fusion.**

Le syndicat **issu de la fusion est substitué de plein droit**, pour l'exercice de ses compétences, aux anciens syndicats et, le cas échéant, aux membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Lorsque la fusion emporte transferts de compétences des syndicats au nouveau syndicat, ces transferts s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales **prévues aux cinquième et le sixième alinéa de l'article L. 5211-17.**

Les statuts déterminent parmi les compétences transférées aux syndicats existants celles qui sont exercées par le nouveau syndicat dans son périmètre. Les autres compétences le cas échéant, font l'objet d'une restitution aux membres des syndicats.

La fusion d'EPCI est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire

R Les conséquences d'une fusion de syndicats

Les conséquences budgétaires d'une fusion de syndicats

Le syndicat issu d'une fusion **constituant une nouvelle personne morale, son organe délibérant doit**, conformément aux dispositions des articles L. 1612-3 et L. 1612-20 du CGCT, **adopter le budget dans un délai de trois mois à compter de la création de l'établissement.**

A défaut, **le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat** dans le département où est situé le siège de l'établissement public, sur avis public de la chambre régionale des comptes territorialement compétente. Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication à l'organe délibérant, dans les deux mois et demi suivant cette création, d'informations indispensables à l'établissement du budget. Dans ce cas, l'organe délibérant dispose de quinze jours après cette communication pour arrêter le budget.

Jusqu'à l'adoption du budget, l'ordonnateur du nouveau syndicat met en recouvrement les recettes et engage, liquide et mandate les dépenses en prenant pour référence **la somme des montants inscrits aux derniers budgets des syndicats fusionnés**. A cette fin, l'ordonnateur de l'EPCI fusionné est chargé d'établir un état consolidé des autorisations budgétaires ouvertes par les anciens syndicats fusionnés dans leurs budgets de l'exercice précédent afin de déterminer les montants dans la limite desquels il peut mandater les dépenses. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans ces conditions.

R/ Les conséquences d'une fusion de syndicats

Les conséquences comptables d'une fusion de syndicat

Les comptes de chacun des groupements fusionnés sont repris, **compte par compte, par opération d'ordre non budgétaire sur les masses budgétaires**. Les résultats consolidés des groupements fusionnés apparaîtront dans la colonne « Transfert ou intégration des résultats par opération d'ordre non budgétaire » de l'état II-2 du compte de gestion du nouveau groupement.

Les résultats consolidés des EPCI fusionnés sont repris selon leur nature (investissement (001)/fonctionnement (002))

R/ Les avantages et inconvénients du scénario de fusion des 2 syndicats

Avantages

- Procédure qui n'implique pas de retour des biens dans le patrimoine des membres ;
- Pas de choix à opérer sur le maintien d'un des 2 syndicats :
 - ❖ Nouveaux Statuts à définir
 - ❖ Nouveau projet politique (concertation au niveau du BV)
 - ❖ Nouvelle gouvernance au niveau du BV

Inconvénients

- Création d'une nouvelle personne morale
- Procédure juridique plus lourde
- Procédure impliquant obligatoirement l'avis des 2 CDCI compétentes
- Gouvernance où la règle de plafonnement des sièges peut être écartée pour la métropole de Dijon

3. Impact des scénarios sur la gouvernance et sur les contributions financières

- S1 : Le SITIV adhère au SITNA
 - Impact sur la gouvernance
 - Impact sur la contribution financière
- S2 : Le SITNA adhère au SITIV
 - Impact sur la gouvernance
 - Impact sur la contribution financière
- S3 : Fusion du SITIV et du SITNA
 - Impact sur la gouvernance
 - Impact sur la contribution financière

S1 : Le SITIV adhère au SITNA

R Présentation des impacts du S1

Sur la gouvernance

S1 : le SITIV « adhère » au SITNA

Proposition de calcul de la répartition des sièges selon les critères du SITNA :

Le mode de répartition des sièges dont disposent les représentants de chacun des EPCI adhérents est proportionnel à la population de leurs communes membres présente dans le périmètre d'intervention du syndicat. Chaque EPCI à fiscalité propre est représenté par au moins un délégué.

=> Actuellement, il y a 21 sièges au sein du SITNA.

Selon l'article L-5711-4 du CGCT : *Les membres du syndicat mixte dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte qui subsiste. **Sauf disposition statutaire contraire**, il leur est attribué au sein du comité syndical un nombre de sièges identique à celui dont disposait le syndicat mixte dissous.*

A ce jour, les statuts du SITNA sont organisés en appliquant expressément les dispositions de l'article L.5217-7 V précité et en prenant en compte le critère de la population (ce qui est donc une disposition statutaire « contraire »),

De ce fait et selon notre interprétation, c'est ce mode de répartition qui devrait être appliqué en cas d'adhésion du SITIV au SITNA.

Enfin les critères pris en compte sont ceux de l'année 2024.

R Présentation des impacts du S1

Sur la gouvernance

S1 : le SITIV « adhère » au SITNA

Proposition de calcul de la répartition des sièges selon les critères du SITNA :

€	Nb de Siège actuel	Nb sièges simulés	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontaller Val de Saône	1	1	0	2,3%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais	5	1	-4	1,9%
CC de la Plaine Dijonnaise	3	5	2	10,3%
CC des Vallées de la Tille et de l'IGNON	19	6	-13	12,3%
CC du Pays Châtillonnais	1	1	0	1,9%
CC Forêts, Seine et Suzon	13	1	-12	2,7%
CC Mirebellois et Fontenois	1	1	-0	1,5%
CC Norge et Tille	4	7	3	13,4%
CC Tille et Venelle	16	2	-14	3,7%
Dijon Métropole	10	26	16	49,9%
TOTAL	73	53	-20	100,0%

Dans ce cas de figure, la représentation de la Métropole de Dijon ne peut pas être supérieure à 27 sièges et cela malgré le fait que la population représente plus de 50% de la population (article L 5217-7 du CGCT).

2 sièges seraient attribués de droit :

- 1 siège à la CCAVM
- 1 siège à la CCPC

Ry Présentation des impacts du S1

Sur la contribution financière

S1 : le SITIV « adhère » au SITNA

Proposition de critères pour le calcul de la contribution financière des EPCI selon les critères du SITNA (en fonction de la population municipale 2024 du BV)

€	Contribution 2024	Contribution simulée	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontallier Val de Saône	3 273 €	4 845 €	1 572 €	2%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais	5 056 €	714 €	- 4 342 €	0%
CC de la Plaine Dijonnaise	15 463 €	21 406 €	5 943 €	11%
CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon	51 004 €	25 462 €	- 25 542 €	13%
CC du Pays Châtillonnais	551 €	48 €	- 503 €	0%
CC Forêts, Seine et Suzon	18 267 €	5 540 €	- 12 727 €	3%
CC Mirebellois et Fontenois	2 080 €	3 204 €	1 123 €	2%
CC Norge et Tille	18 713 €	27 650 €	8 937 €	14%
CC Tille et Venelle	29 218 €	7 734 €	- 21 484 €	4%
Dijon Métropole	56 375 €	103 397 €	47 022 €	52%
TOTAL	200 000 €	200 000 €	- 0 €	100%

S2 : Le SITNA adhère au SITIV

R Présentation des impacts du S2

Sur la gouvernance

S2 : le SITNA
« adhère » au SITIV

Proposition de calcul de la répartition des sièges selon les critères du SITIV :

Le comité syndical est composé de délégués issus des collectivités membres du syndicat. Chaque collectivité désigne des délégués titulaires et suppléants pour la représenter au sein du comité.

Chaque délégué, représentant d'une collectivité, dispose d'une voix.

⇒ Actuellement, le SITIV compte 52 délégués.

Selon l'article L-5711-4 du CGCT : *Les membres du syndicat mixte dissous **deviennent de plein droit membres du syndicat mixte qui subsiste**. **Sauf disposition statutaire contraire**, il leur est attribué au sein du comité syndical un nombre de sièges identique à celui dont disposait le syndicat mixte dissous.*

Au regard des statuts actuels du SITIV, il semblerait que la mode de répartition comporte une disposition « *contraire* » au droit commun (le nombre de sièges est fixé à 1 par commune). Par conséquent, à notre sens, **ce sont les statuts du SITIV qui devront s'appliquer**.

De plus, étant donné que le mécanisme de représentation-substitution des communes par les EPCI semble être toujours en vigueur au sein du SITIV, la question de l'application de l'article L.5217-7 V précité se posera et aurait pour effet de redéfinir les règles de répartition des sièges (à la hausse ou la baisse pour chacun des membres).

Nous avons effectué les 3 simulations. Pour la simulation en prenant en compte la disposition spécifique de la métropole de Dijon, nous avons considéré par équité, d'appliquer le critère de population pour l'ensemble des membres (ce qui est équivalent au S1 avec un plus grand nombre de sièges).

R Présentation des impacts du S2

Sur la gouvernance

S2 : le SITNA
« adhère » au SITIV

Proposition de calcul de la répartition des sièges selon les critères du SITIV, à savoir en fonction du nombre de communes adhérentes par EPCI membre :

€	Nb de siège actuel	Nb sièges simulés	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontallier Val de Saône	1	10	9	9,6%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais	5	5	0	4,8%
CC de la Plaine Dijonnaise	3	11	8	10,6%
CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon	19	23	4	22,1%
CC du Pays Châtillonnais	1	1	0	1,0%
CC Forêts, Seine et Suzon	13	15	2	14,4%
CC Mirebellois et Fontenois	1	2	1	1,9%
CC Norge et Tille	4	13	9	12,5%
CC Tille et Venelle	16	16	0	15,4%
Dijon Métropole	10	8	-2	7,7%
TOTAL	73	104	31	100,0%

R Présentation des impacts du S2

Sur la gouvernance

S2 : le SITNA
« adhère » au SITIV

Proposition de calcul de la répartition des sièges selon les critères de SITIV en prenant en compte l'article L5717-7 du CGCT pour la métropole de Dijon :

Pour rappel, l'article L.5217-7 V dispose que : *Lorsque la métropole est substituée à des communes au sein d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte pour l'exercice d'une compétence, le nombre de sièges des représentants de la métropole est proportionnel à la part relative de la population des communes auxquelles la métropole est substituée, sans pouvoir excéder la moitié du nombre total de sièges.*

⇒ Pour ce scénario, les critères retenus sont les suivants :

- ❖ 51 sièges pour la Métropole de Dijon
- ❖ Répartition des sièges pour les autres membres : 1 siège par commune

€	Nb de siège actuel	Nb sièges simulés	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontailler Val de Saône	1	6	5	5,3%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais	5	3	-2	2,7%
CC de la Plaine Dijonnaise	3	6	3	5,8%
CC des Vallées de la Tille et de l'IGNON	19	13	-6	12,2%
CC du Pays Châtillonnais	1	1	-0	0,5%
CC Forêts, Seine et Suzon	13	8	-5	8,0%
CC Mirebellois et Fontenois	1	1	0	1,1%
CC Norge et Tille	4	7	3	6,9%
CC Tille et Venelle	16	9	-7	8,5%
Dijon Métropole	10	51	41	49,0%
TOTAL	73	104	31	100,0%

R Présentation des impacts du S2

Sur la gouvernance

S2 : le SITNA
« adhère » au SITIV

Proposition de calcul de la répartition des sièges selon la population du BV et en prenant en compte l'article L5717-7 du CGCT pour la métropole de Dijon :

€	Nb de siège actuel	Nb sièges simulés	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontailler Val de Saône	1	3	2	2,9%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais	5	1	-4	1,0%
CC de la Plaine Dijonnaise	3	11	8	10,7%
CC des Vallées de la Tille et de l'IGNON	19	13	-6	12,6%
CC du Pays Châtillonnais	1	1	0	1,0%
CC Forêts, Seine et Suzon	13	3	-10	2,9%
CC Mirebellois et Fontenois	1	2	1	1,9%
CC Norge et Tille	4	14	10	13,6%
CC Tille et Venelle	16	5	-11	4,8%
Dijon Métropole	10	51	41	49,5%
TOTAL	73	104	30	100,0%

- ⇒ Concernant le mode de calcul, ce scénario est équivalent au calcul opéré dans le cas où le SITIV intégrerait le SITNA (seul le nombre de sièges est différent).
- ⇒ C'est ce scénario qui est repris dans la synthèse.

R Présentation des impacts du S2

Sur la contribution financière

S2 : le SITNA
« adhère » au SITIV

Proposition de critères pour le calcul de la contribution financière des EPCI selon les critères du SITIV (en fonction de la population municipale 2024 du BV) :

- 25% par la population municipale dans le BV
- 25% par la superficie communale dans le BV
- 25% par le potentiel fiscal 2024 pondéré
- 25% par les linéaires de berges

€	Contribution 2024	Contribution simulée	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontailler Val de Saône	3 273 €	8 483 €	5 210 €	4%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugéonnais	5 056 €	6 758 €	1 702 €	3%
CC de la Plaine Dijonnaise	15 463 €	21 766 €	6 303 €	11%
CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon	51 004 €	31 313 €	- 19 690 €	16%
CC du Pays Châtillonnais	551 €	1 131 €	580 €	1%
CC Forêts, Seine et Suzon	18 267 €	17 180 €	- 1 087 €	9%
CC Mirebellois et Fontenois	2 080 €	7 166 €	5 086 €	4%
CC Norge et Tille	18 713 €	21 433 €	2 720 €	11%
CC Tille et Venelle	29 218 €	21 638 €	- 7 579 €	11%
Dijon Métropole	56 375 €	63 132 €	6 757 €	32%
TOTAL	200 000 €	200 000 €	- 0 €	100%

S3 : Fusion du SITIV avec le SITNA

R Présentation des impacts du S3

Sur la gouvernance

S3 : Fusion des 2
syndicats

Proposition de calcul de la répartition des sièges du nouveau syndicat fusionné:

Les critères proposés ont fait l'objet d'un échange lors d'une réunion de travail.

Les critères proposés sont les suivants :

- 50% pour la population municipale 2024 du Bassin Versant
- 50% par la superficie communale dans le Bassin Versant

€	Nb de siège actuel	Nb sièges simulés	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontailler Val de Saône	1	2	1	3,3%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais	5	1	-4	2,7%
CC de la Plaine Dijonnaise	3	5	2	8,9%
CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon	19	11	-8	20,8%
CC du Pays Châtillonnais	1	1	0	2,0%
CC Forêts, Seine et Suzon	13	5	-8	9,6%
CC Mirebellois et Fontenois	1	1	0	2,2%
CC Norge et Tille	4	6	2	11,5%
CC Tille et Venelle	16	6	-10	11,3%
Dijon Métropole	10	14	4	27,7%
TOTAL	73	51	-22	100,0%

R Présentation des impacts du S3

Sur la contribution financière

S3 : Fusion des 2
syndicats

Proposition de critères pour le calcul de la contribution financière du nouveau syndicat fusionné :

Les critères proposés sont les suivants :

- 50% pour la population municipale 2024 du Bassin Versant
- 50% par la superficie communale du Bassin Versant

€	Contribution 2024	Contribution simulée	Différence à la situation actuelle	% simulé
CC Auxonne Pontailier Val de Saône	3 273 €	6 623 €	3 350 €	3%
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaigeonnais	5 056 €	5 583 €	527 €	3%
CC de la Plaine Dijonnaise	15 463 €	18 002 €	2 540 €	9%
CC des Vallées de la Tille et de l'ignon	51 004 €	42 393 €	- 8 611 €	21%
CC du Pays Châtillonnais	551 €	628 €	77 €	0%
CC Forêts, Seine et Suzon	18 267 €	19 579 €	1 312 €	10%
CC Mirebellois et Fontenois	2 080 €	4 553 €	2 473 €	2%
CC Norge et Tille	18 713 €	23 306 €	4 593 €	12%
CC Tille et Venelle	29 218 €	22 913 €	- 6 305 €	11%
Dijon Métropole	56 375 €	56 421 €	46 €	28%
TOTAL	200 000 €	200 000 €	- 0 €	100%

4. Synthèse des impacts des 3 scénarios

- sur la gouvernance
- sur la contribution financière

R Synthèse des impacts des 3 scénarios

Sur la gouvernance

€	Nb de siège actuel	S1	S2	S3
CC Auxonne Pontailler Val de Saône	1	1	3	2
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais	5	1	1	1
CC de la Plaine Dijonnaise	3	5	11	5
CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon	19	6	13	11
CC du Pays Châtillonnais	1	1	1	1
CC Forêts, Seine et Suzon	13	1	3	5
CC Mirebellois et Fontenois	1	1	2	1
CC Norge et Tille	4	7	14	6
CC Tille et Venelle	16	2	5	6
Dijon Métropole	10	26	51	14
TOTAL	73	53	104	51

R Synthèse des impacts des 3 scénarios

Sur la contribution financière

€	Contribution 2024	S1	S2	S3
CC Auxonne Pontallier Val de Saône	3 273 €	4 845 €	8 483 €	6 623 €
CC d'Auberive Vingeanne et Montsaigeonnais	5 056 €	714 €	6 758 €	5 583 €
CC de la Plaine Dijonnaise	15 463 €	21 406 €	21 766 €	18 002 €
CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon	51 004 €	25 462 €	31 313 €	42 393 €
CC du Pays Châtillonnais	551 €	48 €	1 131 €	628 €
CC Forêts, Seine et Suzon	18 267 €	5 540 €	17 180 €	19 579 €
CC Mirebellois et Fontenois	2 080 €	3 204 €	7 166 €	4 553 €
CC Norge et Tille	18 713 €	27 650 €	21 433 €	23 306 €
CC Tille et Venelle	29 218 €	7 734 €	21 638 €	22 913 €
Dijon Métropole	56 375 €	103 397 €	63 132 €	56 421 €
TOTAL	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €

Annexe

R Les données utilisées pour les scénarios

Communes	Population municipale dans le BV 2024	Superficie communale dans le BV (m2)
ATHEE	20	241 192
BINGES	334	6 949 571
CHAMPDOTRE	434	7 751 354
MAILLYS	517	19 664 626
MAGNY-MONTARLOT	28	650 208
PONT	159	3 565 564
SOIRANS	502	4 472 433
TELLECEY	95	3 425 028
TRECLUN	373	4 942 087
VILLERS-LES-POTS	135	1 182 697
CHALANCEY	111	13 676 672
MOUILLERON	29	5 213 593
VAILLANT	33	5 730 337
VALS-DES-TILLES	168	34 609 160
VESVRES-SOUS-CHALANCEY	42	6 514 508
BEIRE-LE-FORT	352	5 269 902
CESSEY-SUR-TILLE	613	11 532 959
CHAMBEIRE	386	5 916 408
COLLONGES-ET-PREMIERES	1 052	12 378 864
FAUVERNEY	408	5 693 768
GENLIS	5 141	12 007 077
IZIER	790	7 507 622
LABERGEMENT-FOIGNEY	380	7 643 212
LONGCHAMP	1 085	15 142 418
LONGEAULT-PLUVAUT	951	3 902 125
PLUVET	318	4 843 310
AVELANGES	37	6 034 939
CHAIGNAY	508	25 033 561
COURTIVRON	160	15 669 694
CRECEY-SUR-TILLE	125	10 913 486
DIENAY	380	15 545 599
ECHEVANNES	308	11 467 019
EPAGNY	323	12 273 322
GEMEAUX	946	19 332 245
IS-SUR-TILLE	4 334	22 556 782
LUX	471	21 401 429
MARCILLY-SUR-TILLE	1 724	7 256 225
MAREY-SUR-TILLE	327	30 250 280
MARSANNAY-LE-BOIS	841	12 115 247
MOLOY	235	19 219 894
PICHANGES	300	10 087 500
POISEUL-LES-SAULX	72	15 256 447
SAULX-LE-DUC	248	28 978 538
SPOY	396	12 015 959
TARSUL	159	9 551 156
TIL-CHATEL	1 158	26 298 352
VERNOT	94	12 793 830
VILLECOMTE	245	16 392 371
VILLEY-SUR-TILLE	259	12 747 347
ECHALOT	26	7 601 843
CHAMPAGNY	26	7 154 392
CURTIL-SAINT-SEINE	86	9 177 294

Communes	Population municipale dans le BV 2024	Superficie communale dans le BV (m2)
FRANCHEVILLE	245	29 356 624
FRENOIS	87	22 217 673
LAMARGELLE	151	25 839 458
LERY	198	14 769 948
MESSIGNY-ET-VANTOUX	382	7 640 242
PELLEREY	78	12 080 624
POISEUL-LA-GRANGE	28	10 709 098
PONCEY-SUR-L'IGNON	50	9 879 697
SAINT-MARTIN-DU-MONT	160	13 217 385
SAINT-SEINE-L'ABBAYE	364	3 874 396
SAUSSY	84	7 844 802
SAVIGNY-LE-SEC	863	9 330 735
VAUX-SAULES	168	28 383 053
ARCEAU	942	20 400 295
BEIRE-LE-CHATEL	775	16 729 876
ARC-SUR-TILLE	2 468	21 837 446
BELLEFOND	851	2 292 461
BRETIGNY	903	6 938 681
BROGNON	318	6 347 254
CLENAY	917	5 522 052
COUTERNON	1 924	6 871 869
FLACEY	204	6 745 226
NORGES-LA-VILLE	866	10 081 583
ORGEUX	451	4 765 627
REMILLY-SUR-TILLE	929	9 704 598
RUFFEY-LES-ECHIREY	1 348	11 252 978
SAINT-JULIEN	1 615	16 769 354
VAROIS-ET-CHAIGNOT	2 029	10 151 931
AVOT	188	21 817 147
BARJON	38	4 598 784
BOUSSENOIS	29	3 376 029
BUSSEROTTE-ET-MONTENAILLE	29	6 645 930
BUSSIÈRES	44	6 374 634
COURLON	74	9 833 655
CUSSEY-LES-FORGES	143	23 467 580
FONCEGRIVE	130	10 209 733
FRAIGNOT-ET-VESVROTTE	40	6 957 883
GRANCEY-LE-CHATEAU-NEUVELLE	225	24 088 857
MEIX	45	10 690 081
ORVILLE	173	2 245 611
SALIVES	147	34 202 072
SELONGEY	2 293	44 599 973
VERNOIS-LES-VESVRES	161	11 631 968
VERONNES	388	18 880 274
BRESSEY-SUR-TILLE	1 122	7 312 811
CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR	10 944	12 017 617
DIJON	23 679	6 200 278
MAGNY-SUR-TILLE	861	10 309 838
NEUILLY-CRIMOLOIS	847	2 206 127
QUETIGNY	8 869	8 310 678
SAINT-APOLLINAIRE	7 353	10 033 478
SENNECEY-LES-DIJON	1 756	3 023 251
TOTAL	107 220	1 258 140 701

Vos contacts chez RYDGE Conseil

Aurélie PAGNON

Sénior Manager SPL

04 37 64 75 90

apagnon@rydge.fr




Adrian BOTOVELO

Consultant Sénior SPL

03 71 87 90 16

abotovelo@rydge.fr





**RYDGE Conseil vous
remercie pour votre
intérêt et votre
confiance.**